



Conseil économique et social

Distr. générale
21 juin 2023
Français
Original : anglais

Session de 2023

25 juillet 2022-26 juillet 2023

Débat consacré aux activités opérationnelles de développement

Compte rendu analytique de la 22^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 24 mai 2023, à 15 heures

Présidence : M. Chimbindi (Vice-Président). (Zimbabwe)

puis : M^{me} Narváez Ojeda (Vice-Présidente) (Chili)

Sommaire

Point 7 de l'ordre du jour : Activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement (*suite*)

- a) Suite donnée aux recommandations de politique générale de l'Assemblée générale et du Conseil (*suite*)

Dialogue interactif visant à encourager une action du système des Nations Unies pour le développement adaptée aux différents contextes nationaux

Dialogue interactif sur le financement du système des Nations Unies pour le développement : mise en œuvre du pacte de financement

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org)

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).

23-09923X (F)



Merci de recycler



En l'absence de M^{me} Stoeva (Bulgarie), M. Chimbindi (Zimbabwe), Vice-Président, prend la présidence.

La séance est ouverte à 15 h 5.

Point 7 de l'ordre du jour : Activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement (suite)

a) Suite donnée aux recommandations de politique générale de l'Assemblée générale et du Conseil (suite) (A/78/72-E/2023/59, A/78/72-E/2023/59/Add.1 et E/2023/62)

Dialogue interactif visant à encourager une action du système des Nations Unies pour le développement adaptée aux différents contextes nationaux

1. **M. Tito** (Représentant permanent de Kiribati auprès de l'Organisation des Nations Unies), modérateur, déclare qu'au cours du dialogue interactif, les intervenants échangeront leurs points de vue sur la manière dont le système des Nations Unies pour le développement aide les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, compte tenu notamment de sa réforme.

2. **M^{me} Fatima** (Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement), intervenante, déclare que la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui s'est tenue à Doha en mars 2023, a constitué une excellente occasion de renouveler les engagements communs en vue d'accélérer la mise en œuvre du Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés. Il en est résulté une augmentation des annonces de contributions financières par les partenaires de développement, une consolidation des accords de coopération, de nouveaux partenariats et des promesses concrètes d'investissement de la part du secteur privé. La participation à la conférence de 20 secrétaires généraux adjoints, de 10 sous-secrétaires généraux et d'autres chefs de bureau et entités a témoigné de l'importance que le système des Nations Unies pour le développement accordait aux pays confrontés aux difficultés les plus graves. Les coordonnateurs résidents des pays les moins avancés étaient également présents à la conférence et, avec les correspondants nationaux, ont pu travailler activement avec d'autres partenaires pour proposer des idées et des recommandations sur la manière de combler l'écart entre la mise en œuvre mondiale et l'application au niveau national du

Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés.

3. Les responsables des organismes, fonds et programmes des Nations Unies se sont engagés à mettre en œuvre le Programme d'action lors d'une manifestation spéciale organisée par le Secrétaire général. En juin 2023, l'intervenante convoquera le système des Nations Unies au niveau des responsables pour assurer le suivi des engagements pris et veiller à ce qu'ils se traduisent par des actions sur le terrain. Toutefois, il est nécessaire d'agir à tous les niveaux et les pays les moins avancés doivent prendre en compte le Programme d'action dans leurs plans et programmes nationaux. Les coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies doivent appuyer ces efforts en veillant à ce que le Programme d'action soit intégré dans les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable. La présidence du Groupe des pays les moins avancés a également demandé au conseil d'administration des fonds et programmes et aux autres responsables concernés des organismes, fonds et programmes des Nations Unies d'intégrer le Programme d'action dans les travaux du système des Nations Unies pour le développement ; les commissions économiques régionales et autres organisations régionales feront également partie intégrante du processus. Le bureau de la Haute-Représentante lancera bientôt une feuille de route définissant les responsabilités propres à chaque entité concernée.

4. Le système des Nations Unies pour le développement a également un rôle essentiel à jouer dans les préparatifs de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral et de la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement, qui se tiendront toutes deux en 2024. On commencera par l'évaluation de la mise en œuvre des programmes d'action existants pour ces deux groupes de pays, notamment en élaborant des rapports nationaux ; une collaboration avec les coordonnateurs résidents est en cours pour déterminer comment ils peuvent aider au mieux leur gouvernement hôte à élaborer et à présenter ces rapports. Des réunions d'examen régionales seront organisées, en partenariat avec les commissions régionales, afin de déterminer les priorités des nouveaux programmes d'action pour les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement et, au niveau mondial, des évaluations thématiques de leur mise en œuvre seront effectuées.

5. L'intervenante travaillera en étroite collaboration avec le système des Nations Unies pour le développement afin de l'aider à recenser les lacunes

dans la mise en œuvre et les nouvelles priorités pour les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. Les parties prenantes pourront également apporter leur contribution au moyen de publications et de rapports, de manifestations thématiques spécifiques et d'une participation active au processus préparatoire.

6. La participation active du système des Nations Unies pour le développement à différents niveaux a été mentionnée dans le rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 75/233 de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement (A/78/72-E/2023/59). Les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral ont indiqué que les activités du système étaient alignées sur leurs besoins et leurs priorités, et le taux de satisfaction des petits États insulaires en développement est passé de 70 % en 2019 à 95 % en 2022.

7. **M. Ojielo** (Coordonnateur résident au Rwanda), intervenant, s'exprimant par visioconférence, déclare que le Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés est un programme de transformation structurelle et socioéconomique dont les priorités sont similaires à celles des objectifs de développement durable et qui répond aux besoins spécifiques des pays les moins avancés. Il complète également la réforme du système des Nations Unies pour le développement en donnant un cadre pour la mobilisation de l'aide internationale fournie par les partenaires de développement et des donateurs afin d'aider les gouvernements hôtes à définir leurs propres programmes stratégiques.

8. Grâce à l'analyse commune de pays et aux plan-cadres de coopération pour le développement durable, les équipes de pays des Nations Unies ont pu amener efficacement les partenaires de développement, les acteurs du secteur privé et d'autres parties prenantes à prendre en compte les besoins des pays les moins avancés et à aider les gouvernements hôtes à atteindre les objectifs du Programme d'action. Les dispositions du Programme d'action ont pu donc être activement intégrées dans les futurs plans et programmes nationaux. Le Programme d'action va au-delà des objectifs de développement durable en s'intéressant à un certain nombre d'autres questions de développement au niveau mondial, qui ont été intégrées dans les activités collectives et stratégiques des équipes de pays des Nations Unies.

9. Le financement sera essentiel pour assurer un soutien au Programme d'action. Toutefois, le soutien apporté par les Nations Unies au niveau des pays n'est

plus axé principalement sur le financement des projets, mais plutôt sur l'offre de nouvelles approches pour le financement des programmes de développement nationaux. Ces approches ont permis de garantir la mise en œuvre stratégique du Programme d'action en augmentant les sources de revenus et en établissant des partenariats par le biais d'évaluations diagnostiques et de stratégies ciblées.

10. La réforme du système des Nations Unies pour le développement a ainsi permis aux équipes de pays d'aider les pays hôtes à s'attaquer aux problèmes persistants en matière de développement qui freinent la réalisation de leurs aspirations nationales et leur capacité à accéder au statut de pays à revenu intermédiaire ou à revenu intermédiaire supérieur. En tant que coordonnateur résident, il est habilité à diriger les efforts déployés par les Nations Unies pour organiser et faciliter des discussions stratégiques avec les institutions de son gouvernement hôte et pour offrir des analyses, des diagnostics et une expertise aux autorités nationales. Il a ainsi pu mobiliser l'ensemble du système des Nations Unies pour soutenir l'élaboration d'une nouvelle stratégie de transformation au Rwanda, pour aider le pays à concrétiser ses aspirations et pour traduire le Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés en mesures concrètes pour le pays.

11. **M^{me} Mattila** (représentante résidente du Programme des Nations Unies pour le développement en République dominicaine), intervenante, s'exprimant par visioconférence, déclare qu'au cours de la décennie qui a précédé la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), la République dominicaine a connu l'un des taux de croissance les plus rapides de la région et réalisé d'importants progrès en matière de réduction de la pauvreté et d'amélioration de l'indice de développement humain. En 2021, le pays figurait parmi ceux dont la croissance économique était l'une des plus rapides au monde.

12. Toutefois, son pays reste confronté à des inégalités persistantes et à des problèmes de développement complexes qui ont été aggravés par la pandémie, tels que la violence fondée sur le genre et les grossesses à l'adolescence. Il est également exposé aux chocs extérieurs, a connu une perte de biodiversité et une dégradation des écosystèmes et, en tant que petit État insulaire en développement, est particulièrement vulnérable aux catastrophes naturelles, aggravées par les changements climatiques, telles que les tempêtes tropicales et les ouragans fréquents. Le fait que son pays partage l'île avec Haïti engendre des difficultés et des possibilités supplémentaires.

13. Pendant la pandémie, le système des Nations Unies a fourni à la République dominicaine une analyse intégrée de grande qualité afin de généraliser le principe consistant à ne laisser personne de côté, d'éclairer la prise de décisions et de définir un nouveau type de politique publique. Ainsi, une Évaluation des besoins en vue du relèvement de la COVID-19 a été effectuée sous la direction du Coordonnateur résident et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en partenariat avec la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, l'Union européenne et les fonds et programmes des Nations Unies. Cette évaluation a donné une analyse approfondie des besoins en matière de relèvement de 12 secteurs clés en République dominicaine, qui a ensuite orienté les mesures prises par le Gouvernement face à la pandémie, ainsi que sa stratégie de redressement, et servi de base à son plan national de développement pour 2020-2024.

14. Comme suite aux effets de l'ouragan Fiona en septembre 2022, les Nations Unies ont renforcé les capacités nationales d'intervention en cas de catastrophe et appuyé la résilience des communautés vulnérables. Avec le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2023-2027 récemment approuvé, l'ONU a également renouvelé son offre de soutenir les priorités nationales conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de fournir des mesures concrètes pour tirer parti de solutions visant à accélérer la réalisation des objectifs de développement durable, et les transposer à plus grande échelle.

15. Il est donc essentiel de donner la priorité au financement qui permettra d'atteindre ces objectifs conformément aux priorités de développement nationales. Les Nations Unies ont lancé un processus participatif, avec l'appui technique du Département des affaires économiques et sociales, de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et du PNUD, afin d'impliquer le secteur privé et d'autres partenaires non traditionnels, et d'aider le Gouvernement à concevoir et à rendre opérationnel un cadre de financement national intégré, de sorte que les fonds puissent être utilisés pour répondre aux problèmes particuliers auxquels la République dominicaine est confrontée.

16. Le nouveau plan-cadre de coopération a permis d'intégrer les dimensions régionales et mondiales des Nations Unies. Les réseaux de partenaires et la société civile doivent être réunis et impliqués afin d'accélérer l'obtention de résultats en matière de développement. Pour honorer son engagement en faveur d'activités à fort impact, le système des Nations Unies en République dominicaine devait étudier des solutions différentes de

l'approche habituelle et tirer parti de la transformation numérique, des innovations et des possibilités de financement du développement.

17. **M. Dhungel** (Observateur du Népal), prenant la parole au nom du Groupe des pays les moins avancés, déclare que les projections relatives aux objectifs de développement durable sont particulièrement inquiétantes pour les pays les moins avancés. Environ 575 millions de personnes devraient vivre dans l'extrême pauvreté en 2030, dont la moitié dans les pays les moins avancés ; en 2021, dans ces pays, le nombre de personnes souffrant de malnutrition atteignait environ 266 millions. Le Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés a été une lueur d'espoir, avec des objectifs ambitieux, des engagements et des résultats concrets qui pourraient entraîner de véritables transformations. Le Programme d'action pourrait également servir de catalyseur pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable dans les pays les moins avancés si ses objectifs de surmonter les crises en cours, de renforcer la résilience contre les chocs futurs et de satisfaire aux critères d'un développement durable et irréversible étaient atteints.

18. L'intervenant exhorte le système des Nations Unies pour le développement, le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, les institutions financières internationales et d'autres ressources régionales à se mobiliser afin de mettre en œuvre le Programme d'action en l'intégrant dans les stratégies nationales de développement, le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, les plans stratégiques et les programmes de travail annuels, ainsi que les rapports à tous les niveaux.

19. La part des dépenses totales consacrées aux activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement qui a été allouée aux pays les moins avancés a été de 50,5 % en 2022, ce qui représente une baisse par rapport à 2012 où elle était de 52 %. Une grande partie de l'augmentation récente des dépenses dans ces pays a été consacrée aux activités humanitaires, tandis que les dépenses pour les activités de développement sont restées inchangées.

20. L'intervenant appelle à doter des ressources nécessaires le Fonds commun pour les objectifs de développement durable, qui pourrait être utilisé pour soutenir certains des principaux objectifs et réalisations concrètes du programme d'action. Il exhorte également les coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies, ainsi que les représentants au niveau national de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et d'autres institutions multilatérales, à

apporter leur soutien aux activités nationales de suivi et de contrôle dans le cadre du Programme d'action.

21. **M. Jackman** (Observateur de la Barbade), prenant la parole au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), déclare que les interventions des Nations Unies pour répondre aux crises en cours sont cruciales pour préserver la vie et les moyens de subsistance des populations, et pour ramener les pays vulnérables sur la voie de la croissance et de la réalisation des objectifs de développement durable. Les recommandations formulées à la suite de l'examen du bureau multipays ont été mises en œuvre dans l'ensemble de la région des Caraïbes et les États Membres se sont déclarés satisfaits du soutien apporté par le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents.

22. La Communauté des Caraïbes a souligné à quel point il est important de tirer parti du système des Nations Unies pour le développement de manière concertée afin de soutenir les préparatifs de la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement et de trouver des solutions aux problèmes existants et nouveaux auxquels ces pays sont confrontés. Il est également important de renforcer les capacités en matière de production de données et de statistiques dans les pays desservis par des bureaux multipays, y compris dans le cadre des travaux en cours des bureaux sous-régionaux de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

23. Il est essentiel de veiller à ce que les équipes de pays puissent mettre à profit le rôle moteur et les capacités de l'ensemble du système des Nations Unies pour le développement afin de promouvoir une collaboration véritable et durable en faveur des petits États insulaires en développement. Les membres de ces équipes de pays doivent posséder les compétences, l'expérience et les connaissances nécessaires pour relever les défis uniques auxquels sont confrontés ces États dans la région des Caraïbes. Les capacités opérationnelles et les plans de mise en œuvre par pays devraient également être davantage adaptés aux profils nationaux et régionaux.

24. Les bureaux multipays ont joué un rôle clé dans la mobilisation et l'amélioration de l'accès aux ressources programmatiques prévisibles nécessaires pour piloter la mise en œuvre du Programme 2030 et des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa), et soutenir les plans nationaux de développement. L'augmentation des fonds communs mis à la disposition des petits États insulaires en développement est bienvenue et la nouvelle ère de collaboration avec ces États devrait permettre d'accroître autant que possible l'impact de

l'accompagnement du système sur le terrain afin de mieux répondre à leurs vulnérabilités multidimensionnelles.

25. **M. Vongnorkeo** (République démocratique populaire lao) déclare que le système des Nations Unies pour le développement doit continuer à jouer son rôle essentiel en garantissant la mise en œuvre efficace et rapide du Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés. À cet égard, la République démocratique populaire lao a élaboré une stratégie visant à assurer une transition en douceur vers une sortie de qualité et durable de la catégorie des pays les moins avancés.

26. Le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et ses responsables doivent apporter un soutien adapté aux besoins et aux priorités spécifiques du pays en matière de développement. Il est plus crucial que jamais que les organismes des Nations Unies et les institutions financières internationales se coordonnent afin de garantir la disponibilité des financements et des moyens de mise en œuvre du Programme 2030 et de trouver des solutions appropriées aux besoins et problèmes urgents, notamment en dégageant des fonds suffisants pour financer le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents.

27. **M. Lages** (Portugal) indique que son pays est un contributeur régulier au Fonds commun pour les objectifs de développement durable, au Fonds pour les coordonnateurs résidents et au Fonds pour la consolidation de la paix et qu'il a augmenté son aide publique au développement (APD) de 17,5 % en 2022. Il est essentiel que le système des Nations Unies pour le développement intègre les orientations fournies par le Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés dans ses activités stratégiques, et plus particulièrement pour favoriser une transformation économique inclusive et durable.

28. L'intervenant invite le système des Nations Unies pour le développement et les coordonnateurs résidents à participer à la création du Mécanisme de soutien au reclassement durable. Avant la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral et la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement, le système des Nations Unies pour le développement devrait se concentrer sur la collaboration, les partenariats et l'échange de connaissances afin de garantir des résultats fructueux. Ce processus serait facilité par des dialogues multipartites, afin d'impliquer tous les acteurs dans la préparation et de favoriser l'appropriation des textes issus des conférences au niveau national.

29. **M. van der Straaten** (Royaume des Pays-Bas) déclare que l'avenir des générations futures est en péril et que les États Membres doivent agir conjointement pour atteindre les objectifs de développement durable. Le système des Nations Unies pour le développement et les pays donateurs doivent donc veiller à ce que les équipes de pays bénéficient d'un soutien pour accélérer leur mise en œuvre au niveau national avec les fonds disponibles.

30. **M^{me} Fatima** (Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement) déclare que le rattrapage du retard pris dans la mise en œuvre du Programme 2030 nécessitera des actions concertées de la part de tous les acteurs au sein des Nations Unies, y compris les pays les moins avancés eux-mêmes et les partenaires de développement, ainsi que la mise en œuvre rapide et efficace du Programme d'action de Doha pour les pays les moins avancés.

31. La troisième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral sera la première à se tenir en Afrique et la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement se tiendra à Antigua-et-Barbuda. Ces conférences seront donc l'occasion d'élaborer des programmes de transformation orientés vers l'action pour ces groupes de pays dans ces régions.

32. Il est essentiel que les programmes d'action soient effectivement mis en œuvre au niveau national. La réunion des hauts responsables des Nations Unies à Doha a donc permis d'examiner la manière dont le Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés pouvait être pris en compte dans les bilans communs de pays, les documents de programme de pays et les plans stratégiques d'autres fonds, programmes et organismes.

33. La collaboration soutenue avec les coordonnateurs résidents a permis à ces derniers de jouer leur rôle en harmonisant les activités du système des Nations Unies pour le développement avec les priorités et les plans de développement nationaux. Les coordonnateurs résidents des pays les moins avancés étaient présents à la réunion de Doha pour échanger avec les gouvernements et d'autres partenaires de développement sur la mise en œuvre du Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés. Ce modèle de collaboration sera reproduit lors de la sixième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés et de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral, et inclura la participation d'acteurs du secteur privé, d'institutions financières

internationales, de représentants de la société civile et de la jeunesse.

34. Le processus de mise en œuvre du Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés au niveau national vient juste de commencer, mais il impliquera l'activation des coordonnateurs résidents et du solide réseau de correspondants nationaux. Le Programme d'action sera également intégré dans les analyses communes de pays et les cadres de coordination du développement durable.

35. Le recensement des cinq principales réalisations concrètes du Programme d'action est en cours et des propositions élargies pour ces réalisations seront bientôt communiquées aux donateurs et aux partenaires de développement. Un autre document montrant comment le Programme d'action dans son ensemble a contribué à la réalisation des objectifs de développement durable est déjà disponible.

36. Son bureau travaille en étroite collaboration avec le Bureau du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales sur les prochains processus préparatoires de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral et de la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement. Son bureau a coordonné la mise en œuvre de programmes d'action dans l'ensemble du système des Nations Unies, dirigé des groupes consultatifs interorganisations pour les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral, et assuré la coprésidence du groupe consultatif interorganisations pour les petits États insulaires en développement. Son bureau veillera donc à ce que l'ensemble du système des Nations Unies appuie la mise en œuvre de programmes d'action importants et à ce que le soutien à ces trois groupes de pays reste une priorité.

37. **M. Ojielo** (Coordonnateur résident au Rwanda), s'exprimant par visioconférence, déclare que la première étape de la création du plan-cadre de coopération pour le développement durable d'un pays consiste à réaliser une analyse commune de pays et à identifier les problèmes de développement persistants qui durent depuis longtemps. La plupart des pays les moins avancés et des pays en développement sans littoral ont une population peu nombreuse et dispersée ; il est donc très difficile pour l'État de fournir des services et de l'aide parce que les conditions économiques ne correspondent pas aux besoins de la population. L'étroitesse des marchés nationaux limite les investissements extérieurs du secteur privé, mais l'intégration économique régionale a permis d'élargir les possibilités et de réaliser des économies d'échelle. Pour nombre de ces pays, la transformation socio-

économique ne peut donc se faire que dans le cadre d'une intégration économique plus large et de relations pacifiques avec les voisins, ce qui pourrait être réalisé grâce au Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés et au Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024.

38. Il existe des groupes de nouvelles questions, telles que celles liées à la crise du coût de la vie, pour lesquelles les objectifs de développement durable constituent un point de départ, mais qui requièrent un état d'esprit différent. Il est demandé au système des Nations Unies de rendre davantage de comptes en matière de résultats et d'être plus clair sur sa valeur ajoutée au niveau national. Cette valeur ajoutée va au-delà des projets élaborés, ce qui est utile, mais elle donne surtout une validation de principe qui peut aider les États Membres à comprendre les besoins stratégiques et les avantages comparatifs d'autres pays. Les résultats de ces projets doivent être transposés à plus grande échelle pour répondre aux besoins des pays, dans le cadre d'une offre claire et collective de solutions en amont et stratégiques de la part des Nations Unies. Un changement de mentalité au niveau des pays doit donc s'opérer dans le cadre de la réforme du système des Nations Unies pour le développement.

39. Il a également été demandé aux Nations Unies de créer des partenariats d'une manière différente et de ne pas être un organe d'exécution, mais plutôt un espace de rassemblement et de négociation. Les Nations Unies n'ont plus besoin de gérer directement les flux de ressources, mais peuvent au contraire servir d'espace pour établir un cadre commun de compréhension de ce qui doit être fait, pour suivre et contrôler les résultats et pour créer des coalitions autour des options stratégiques que les gouvernements doivent mettre en œuvre. Cette approche a été adoptée au Rwanda et par d'autres coordonnateurs résidents de la région africaine.

40. **M^{me} Mattila** (Représentante résidente du Programme des Nations Unies pour le développement en République dominicaine), s'exprimant par visioconférence, déclare que le plan-cadre de coopération pour le développement durable de la République dominicaine joue un rôle important dans le recensement des avantages comparatifs des organismes résidents et non résidents et dans l'exploitation stratégique des partenariats des Nations Unies aux niveaux national, régional et mondial, ce qui a permis d'accroître la rentabilité et l'impact. Il est également important d'aider les pays à identifier les domaines clés auxquels ils doivent s'intéresser et à accélérer l'obtention de résultats en matière de développement en cherchant de nouveaux types de coopération et

différents activateurs de progrès. En République dominicaine, par exemple, l'exploration de nouvelles possibilités de transformation numérique, d'innovation et de financement du développement a été couronnée de succès. Elle souligne également l'importance d'une vision globale de la résilience incluant la diversification économique, la notion de construire en mieux pour l'avenir, des changements dans les pratiques de gestion et de nouveaux modèles économiques en expansion.

41. **Le Président** souhaite savoir comment les résultats positifs obtenus dans le cadre du système des Nations Unies pour le développement peuvent être conciliés avec le fait que les objectifs de développement durable ne sont pas sur la bonne voie, que la pauvreté a augmenté et que les inégalités se sont creusées. Il souhaite également savoir comment la réalisation des objectifs de développement durable soutiendra la mise en œuvre du Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés, du Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024 et des Orientations de Samoa. Il se demande également comment les programmes d'action en faveur des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral ou des petits États insulaires en développement peuvent contribuer aux actions menées en faveur des autres groupes. Il est devenu évident que l'objectif de ne laisser personne de côté n'est pas atteint ; il se demande donc si cet objectif doit faire l'objet d'une évaluation plus poussée.

42. **M^{me} Fatima** (Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement) déclare que, dans le cadre de la préparation du prochain cycle de conférences pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, les États Membres de ces groupes ont exprimé leur profonde satisfaction quant à la manière dont les programmes d'action sont mis en œuvre et dont le système des Nations Unies pour le développement répond à leurs besoins. Néanmoins, il est clair que les dernières années n'ont pas été bonnes. Selon elle, la mise en œuvre des programmes d'action et des Orientations de Samoa contribuera à la réalisation des objectifs de développement durable, et non l'inverse, et il est donc important qu'ils soient intégrés dans l'ensemble du système des Nations Unies et alignés sur les priorités nationales.

43. Malgré les différentes difficultés qu'il a fallu affronter, des progrès ont également été accomplis. Parmi les pays les moins avancés, 16 se trouvent à différents stades de reclassement, ce qui signifie qu'il est possible que lors de la prochaine conférence sur les

pays les moins avancés, il y ait moins de pays au sein de ce groupe. Les Nations Unies doivent donc soutenir les objectifs clairs en matière de reclassement qui ont été fixés dans le Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés et le Mécanisme de soutien au reclassement durable. Parmi les pays les moins avancés, 50 % sont également des pays en développement sans littoral et de nombreux autres des petits États insulaires en développement. Par conséquent, les prochaines conférences sur les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement offrent aux Nations Unies l'occasion d'apporter des changements dans ces trois groupes. En particulier, 90 % des pays les plus vulnérables du monde appartiennent à ces groupes et ne sont donc pas en concurrence pour les ressources, mais ont plutôt des problèmes et des priorités communs. Il est nécessaire d'examiner comment ces pays peuvent se soutenir mutuellement et comment les Nations Unies et d'autres partenaires de développement peuvent également les soutenir.

44. *M^{me} Narváez Ojeda (Chili), Vice-Présidente, prend la présidence.*

Dialogue interactif sur le financement du système des Nations Unies pour le développement : mise en œuvre du pacte de financement

45. **M^{me} Modéer** (Sous-Secrétaire générale des Nations Unies et Directrice du Bureau des relations extérieures et du plaidoyer du Programme des Nations Unies pour le développement), modératrice, rappelle que le pacte de financement a été adopté il y a quatre ans et qu'il constitue le pilier essentiel de la mise en œuvre de la réforme du système des Nations Unies pour le développement. Il est donc primordial d'inverser les tendances récentes à la baisse des ressources de base et des ressources versées selon des critères d'affectation souples. Lorsqu'ils sont prévisibles, ces financements de base et souples permettent au système de fonctionner plus efficacement, en particulier en temps de crise, de répondre aux attentes des États Membres en matière de fourniture de biens publics mondiaux et de leur offrir une plateforme mondiale pour faire avancer les programmes communs. Ces ressources permettent également de collaborer avec des partenaires humanitaires pour aider les personnes touchées par la guerre et les crises. Il est donc essentiel d'adopter une approche coordonnée et que le système des Nations Unies pour le développement dispose de ressources fiables, souples et qualitatives pour garantir aux pays à la fois des interventions et des ressources à court terme qui leur permettront de sortir des crises et des conflits. Actuellement, l'accent est trop mis sur les projets, plutôt

que sur des approches plus stratégiques. L'octroi de ressources de base fiables aux programmes est une condition préalable à la mobilisation efficace de financements communs et d'autres ressources préaffectées, sans lesquels il ne peut y avoir d'engagement de fonds communs.

46. Beaucoup a été fait depuis l'adoption du pacte de financement, mais il reste encore beaucoup à faire. Le débat en cours arrive donc à un moment crucial, puisqu'il ne reste plus qu'un an pour examiner l'avenir du pacte de financement, les succès et les échecs de sa mise en œuvre et la voie à suivre pour faire en sorte que, comme promis, la réussite de la réforme du système des Nations Unies pour le financement repose principalement sur le pacte de financement.

47. **M. Fernandez-Taranco** (Sous-Secrétaire général à la coordination du développement), prononçant le discours principal, déclare qu'il est important d'examiner les objectifs du pacte de financement, étant donné qu'il constitue un important mécanisme de responsabilisation. Les données et les faits disponibles montrent que la qualité et la quantité des fonds engagés dans le cadre du pacte ont réussi à avoir un effet multiplicateur sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable. L'importance d'un financement prévisible et durable, et l'utilité du rôle du système des coordonnateurs résidents, ont été prises en compte dans le rapport du Département des affaires économiques et sociales sur la question. Des données qui l'attestent figurent dans le rapport du Secrétaire général sur le système des coordonnateurs résidents (E/2023/59) et le rapport de la Vice-Secrétaire générale sur les objectifs de développement durable (E/2023/62).

48. Il y a eu de nombreux exemples de la façon dont le Fonds commun pour les objectifs de développement durable a réuni les compétences techniques du système des Nations Unies pour soutenir des changements porteurs de transformation sur le terrain. Même avec des ressources limitées, le Fonds a eu des effets considérables et en profondeur sur la vie des gens et sur l'élaboration des politiques nationales, notamment par le biais des cadres de financement nationaux intégrés. La direction technique du PNUD a également aidé les gouvernements à formuler leurs problèmes de financement au niveau national. Ces résultats n'ont pas été obtenus par hasard, mais plutôt grâce à un certain nombre de facteurs combinés, notamment le financement de compétences techniques adéquates au sein des entités du système des Nations Unies pour le développement et des équipes de pays des Nations Unies, afin de leur permettre d'obtenir des résultats et de fournir des conseils adaptés aux besoins et aux priorités des pays.

49. Néanmoins, la mise en œuvre du pacte de financement a eu des résultats mitigés. Des progrès ont été réalisés dans 83 % des engagements pris par le Groupe des Nations Unies pour le développement durable, mais seulement dans 48 % de ceux pris par les États Membres. La promesse au cœur du pacte de financement – à savoir que les États Membres fourniraient un financement prévisible, durable et de qualité grâce à une transparence accrue, à la responsabilisation, à l'efficacité et à la priorité donnée aux résultats du Groupe pour le développement durable – n'a donc pas été entièrement tenue. Une étape importante a été franchie en matière de communication de données, de transparence et de gains d'efficacité : 100 % des équipes de pays des Nations Unies communiquent désormais des informations sur leurs activités en fournissant des rapports sur les résultats obtenus dans les pays. Ce progrès n'est pas une faveur accordée aux États Membres, mais une obligation découlant des réformes du système des Nations Unies pour le développement. Un nombre croissant d'entités du groupe des Nations Unies pour le développement durable utilisent également des systèmes communs pour comparer leurs projets ; le déploiement du portail de données sur les objectifs de développement durable des Nations Unies, UN-Info, est donc important en termes d'harmonisation, de comparabilité et de partage d'expériences entre les différents États Membres.

50. Les domaines à améliorer sont l'achèvement de la grille de résultats concernant la parité des sexes, l'affectation d'au moins 15 % des dépenses liées au développement à des programmes communs et l'élaboration d'un cadre budgétaire commun afin de financer les cadres de coopération pour le développement durable qui soutiennent les priorités nationales. Des améliorations ont été enregistrées en termes de ressources fournies par les États Membres. En 2023, pour la première fois, 30 % des financements, y compris les contributions statutaires, ont été un financement de base. Le total des contributions au fonds de financement commun lié au développement représente désormais 12,3 % de l'ensemble des ressources autres que les ressources de base destinées aux activités de développement, ce qui est mieux que l'objectif de 10 % fixé dans le pacte de financement, et les contributions des pays hôtes ont augmenté de 14 % entre 2020 et 2021. Néanmoins, le financement commun de base et flexible reste fortement tributaire de l'Allemagne, de la Suède, des États-Unis, de la Norvège et du Royaume-Uni, qui contribuent bien au-delà de leur juste part et représentent près de 50 % du financement total des activités de base des Nations Unies.

51. L'augmentation des ressources de base est due en partie à une augmentation du budget statutaire de l'Organisation mondiale de la santé et à de nouvelles contributions volontaires pluriannuelles destinées aux budgets de base volontaires du PNUD et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). En revanche, les contributions volontaires destinées à financer des activités liées au développement, à l'exception des contributions statutaires, n'ont atteint que 21,1 %, ce qui est inférieur à l'objectif de 30 %. En 2022, le PNUD, l'UNICEF et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) ont vu leurs ressources de base passer de 6 à 9 % et une augmentation des ratios entre leurs ressources de base et les autres ressources. Constat inquiétant, les deux tiers des pays contributeurs nets interrogés dans le cadre de l'enquête ont indiqué qu'ils ne prévoient pas d'augmenter le montant ou le pourcentage de leurs contributions aux ressources de base d'ici la fin de 2023. Les fonds de financement communs destinés aux activités de développement au niveau national, qui constituent un instrument de travail essentiel au niveau national, ont également diminué de 5 % entre 2020 et 2021. Les instruments qui contribueraient à renforcer la cohérence, l'impact stratégique et l'alignement réclamés par les États Membres sont donc en recul, et certains des fonds mondiaux les plus importants sont sous-financés.

52. Lorsque le pacte de financement a été conclu, les États Membres se sont engagés à verser des contributions annuelles de 290 millions de dollars au Fonds commun pour les objectifs de développement durable ; toutefois, les contributions cumulées au cours des cinq années qui ont suivi cet accord n'ont atteint que 279 millions de dollars. Le Fonds est donc doté d'un capital insuffisant. De même, les contributions au Fonds pour la consolidation de la paix ont diminué de 12 % en 2022. Afin d'assurer la cohésion des impacts et des résultats stratégiques du système des Nations Unies pour le développement sur le terrain, les États Membres doivent garantir un financement de base de qualité aux entités du Groupe des Nations Unies pour le développement durable et donner la priorité à la mise en commun des ressources.

53. Le financement volontaire du système des coordonnateurs résidents a atteint un niveau historiquement bas en 2022, avec un déficit de 80 millions de dollars, principalement dans les contributions des États Membres. La grande majorité des États Membres a souligné la nécessité de remédier à la forte dépendance du système des coordonnateurs résidents à l'égard des contributions volontaires, mais les projections montrent que la situation cette année sera

la même que l'année dernière. Néanmoins, il exprime sa reconnaissance aux États Membres qui ont annoncé le versement d'une contribution, doublé leur contribution ou renouvelé leur contribution pour financer le système, sans lesquels les résultats présentés dans les rapports du Secrétaire général et du Vice-Secrétaire général n'auraient pas été possibles.

54. Les États Membres doivent faire connaître le pacte de financement, car le retour d'informations a montré qu'il était peu connu dans les capitales et les pays où se déroulent les activités opérationnelles des Nations Unies, bien qu'il fasse l'objet de discussions entre les États Membres et soit mentionné dans les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil. Les États Membres doivent également s'assurer que le pacte de financement est adapté à son objectif, que les indicateurs sont aussi stratégiques que possible et qu'ils seront revus si nécessaire. Comme annoncé dans le rapport du Secrétaire général (E/2023/59), le Président du Groupe des Nations Unies pour le développement durable lancera prochainement un dialogue à ce sujet avec les États Membres. Il appartient également aux États Membres de veiller à ce que le débat consacré aux activités opérationnelles de développement aboutisse à une résolution de fond et applicable mettant à nouveau l'accent sur l'importance d'un financement adéquat, prévisible et durable pour le système des coordonnateurs résidents, ce qui serait essentiel pour fournir une réponse cohérente, efficace, efficiente et responsable des Nations Unies dictée par les priorités nationales. Le pacte de financement reste un outil essentiel pour garantir au système des Nations Unies pour le développement des résultats de qualité.

55. **M^{me} Eneström** (Représentante permanente de la Suède auprès de l'Organisation des Nations Unies), intervenante, déclare que le système des Nations Unies pour le développement a un rôle essentiel à jouer dans la recherche de solutions communes qui permettront de financer et de mettre en œuvre les objectifs de développement durable. Son pays a dépassé l'objectif de consacrer 0,7 % du revenu national brut à l'aide publique au développement depuis de nombreuses années, avec notamment une allocation budgétaire de 0,9 % en 2023. La Suède a conclu des accords pluriannuels de financement de base avec dix organismes des Nations Unies et a été le deuxième des contributeurs principaux au système des Nations Unies pour le développement en termes absolus entre 2018 et 2021. Son pays est préoccupé par le déséquilibre résultant du fait qu'un très petit nombre de donateurs fournit la majorité du financement de base des Nations Unies et souligne la nécessité pour les autres pays de remplir les engagements communs.

56. Il est primordial que les Nations Unies puissent agir sur le terrain. La Suède a un partenariat de longue date avec le Kenya dans le cadre des Nations Unies et a fourni environ 6 millions de dollars au bureau du coordonnateur résident au Kenya pour lui permettre de mettre en œuvre son cadre de coopération pour le développement durable de manière cohérente, efficace et efficiente.

57. La Suède a de grandes attentes en raison du niveau élevé de son soutien, avec une composante de base très importante. Elle estime par conséquent que les coordonnateurs résidents et les représentants dans les pays des autres organismes des Nations Unies doivent jouer un rôle de premier plan ; les principes de transparence et de responsabilité doivent être appliqués ; l'obtention et la communication de résultats communs doivent entrer dans les mœurs ; et l'ensemble du système des Nations Unies doit s'approprier la poursuite de la mise en œuvre de la réforme et y contribuer. Le Programme 2030, les objectifs de développement durable et l'Accord de Paris constituent une feuille de route pour l'avenir, pour laquelle des changements cruciaux sont nécessaires afin de freiner les changements climatiques. Le système des Nations Unies pour le développement reste au centre des efforts visant à aider les pays à atteindre les objectifs et les États Membres doivent saisir cette occasion. Elle appelle toutes les composantes du système des Nations Unies à collaborer et à travailler de concert avec les coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies, et demande aux donateurs de respecter les engagements pris dans le cadre du pacte de financement.

58. **M. Jackson** (Coordonnateur résident du Kenya), intervenant, s'exprimant par visioconférence, déclare que la réalisation des objectifs de développement durable est en péril au Kenya en raison de l'urgence climatique, des conflits mondiaux et de la pandémie de COVID-19. Pour aider le Kenya à accélérer la concrétisation de ses priorités nationales de développement, il est important de ne pas se concentrer sur des projets distincts, mais plutôt de disposer d'une équipe de pays des Nations Unies capable de mettre en place une programmation conjointe à grande échelle, rapidement et en mettant l'accent sur des actions susceptibles de débloquer des flux plus importants d'investissements dans le domaine du développement. Il est donc nécessaire de se rassembler autour de programmes conjoints susceptibles d'engendrer des partenariats innovants avec les pouvoirs publics, le secteur privé et les fonds verticaux. Le pacte de financement sera essentiel pour atteindre l'objectif fixé par l'équipe de pays des Nations Unies au Kenya, à

savoir réaliser 50 % de l'ensemble de ses projets de développement dans le cadre d'une programmation conjointe pendant toute la durée du cadre de coopération pour le développement durable du pays.

59. En 2022, l'équipe de pays des Nations Unies au Kenya a organisé une réunion pour discuter des implications du pacte de financement au niveau national au Kenya avec les chefs de mission ou les chefs de la coopération de 12 partenaires donateurs internationaux. Les participants n'avaient pas été suffisamment informés sur le pacte et, dans certains cas, il est apparu qu'il était en contradiction directe avec les décisions relatives aux apports d'aide ou les positions en matière de politiques adoptées au niveau national.

60. L'équipe de pays doit respecter ses engagements en matière de responsabilité, de visibilité et de transparence. À cette fin, elle met à jour son portail UN-Info, organise des dialogues sur les partenariats avec ses principaux partenaires et renforce la coordination des partenariats avec le Gouvernement du Kenya. Le Kenya a également été un pays pionnier en matière de programme d'efficience.

61. Les fonds communs ou conjoints au niveau mondial, tels que le fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine, ont été d'une importance capitale et ont contribué à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une programmation conjointe. Le Fonds commun pour les objectifs de développement durable a particulièrement bien encouragé les actions conjointes en insistant sur le fait que les fonds doivent être utilisés pour débloquer des financements multiplicateurs supplémentaires. Le financement commun au niveau national est également important ; le Kenya a créé son premier fonds d'affectation spéciale pluripartenaires pour la réalisation des objectifs avec le soutien de la Suède, de la Norvège, de la Suisse, de la Fondation Rockefeller et de la Fondation Conrad N. Hilton. Néanmoins, un certain nombre de partenaires ne contribuent pas encore à ce fonds, invoquant des difficultés telles que les charges fixes, les obstacles bureaucratiques et la visibilité des fonds de financement communs, qui ont toutes des solutions.

62. L'équipe de pays au Kenya a ressenti les effets de la diminution des ressources de base au niveau mondial et, pour plusieurs organismes, le financement de base a été plus faible en 2023 qu'il ne l'avait jamais été auparavant. Cette situation a conduit les entités à chercher à multiplier les projets par tous les moyens possibles, ce qui a engendré une concurrence malsaine entre les organismes, contraire aux objectifs de la réforme du système de développement. Il est donc difficile pour les Nations Unies de mener une action

unifiée, à grande échelle et rapidement, et de s'adapter avec souplesse sur le terrain aux nouveaux besoins, aux priorités nationales ou aux crises en cours. Trop souvent, l'équipe des Nations Unies au Kenya n'a pas été en mesure de répondre aux demandes de soutien du Gouvernement. Le pacte de financement est resté une aspiration plutôt qu'une réalité au niveau national, mais c'est pourtant une condition préalable essentielle à l'aspiration commune des Nations Unies à soutenir des pays comme le Kenya.

63. **M. Mabhongo** (Observateur de l'Afrique du Sud), s'exprimant au nom du groupe des États d'Afrique, déclare qu'une action intégrée, efficace et coordonnée à tous les niveaux serait vitale pour apporter des réponses à plus grande échelle aux défis multiples auxquels les pays africains ont été confrontés ces dernières années. Il est également crucial que les efforts visant à réformer le système des Nations Unies pour le développement en lui assurant les ressources nécessaires à son fonctionnement ininterrompu se poursuivent. En tant que principal bénéficiaire, l'Afrique a été directement touchée par les difficultés rencontrées par le système des coordonnateurs résidents. Le Groupe est donc préoccupé par le déficit de financement actuel, qui risque de compromettre la mise en œuvre d'activités efficaces au niveau national ; il est inquiétant de constater que les ressources restent limitées alors que le nombre, l'ampleur et l'impact des crises continuent d'augmenter.

64. Pour relever efficacement les défis, le système des Nations Unies pour le développement a besoin d'un financement adéquat, prévisible et durable. Bien que le modèle de financement du système des coordonnateurs résidents soit aussi créatif que possible, il est insuffisant et n'assure plus la stabilité nécessaire au bon fonctionnement du système. Le Groupe préconise des consultations avec les États Membres sur la situation du financement et le réexamen des options de financement proposées par le Secrétaire général, en particulier sa recommandation d'un modèle de financement « hybride 2.0 ».

65. **M^{me} González** (Observatrice de l'Uruguay) déclare qu'en tant que pays pilote, son pays a fait directement l'expérience de l'initiative « Unis dans l'action » et de l'examen quadriennal complet, et a pu constater l'efficacité du système des coordonnateurs résidents. La situation actuelle en matière de financement est donc décevante, d'autant plus que d'autres parties du système des Nations Unies ont des coûts plus élevés et reçoivent des fonds plus importants. L'anticipation et le financement des problèmes de développement sont des activités importantes qui

permettront au système des Nations Unies et aux États Membres de réaliser des économies.

66. Le Bureau du Coordonnateur résident en Uruguay a accompli un travail essentiel lors de la pandémie de COVID-19 ; les pays donateurs ont pu ainsi être assurés que les fonds étaient utilisés de manière efficace. Pour garantir le versement des contributions par les États Membres, il est important que les résultats des activités réalisées par toutes les entités des Nations Unies puissent être partagés avec les gouvernements ; la coopération internationale est donc importante pour les pays en développement et les pays à revenu intermédiaire élevé. Le Fonds commun pour les objectifs de développement durable est essentiel et, en Uruguay, il a récemment été utilisé pour créer un fonds visant à encourager l'utilisation des énergies renouvelables dans les plus grandes industries du pays, à aligner les priorités nationales sur les engagements pris dans le cadre du Programme 2030 et à respecter les contributions déterminées au niveau national. L'Uruguay préconise la mise en place d'initiatives similaires afin d'étendre et de reproduire les innovations communes pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable. L'Uruguay souligne également la nécessité d'informer largement sur les problèmes de financement auxquels sont confrontées les Nations Unies.

67. **M. Rupende** (Zimbabwe) déclare qu'il est impératif d'apporter des changements importants en matière de financement, mais qu'il faut tout de même mentionner quelques points positifs. Son pays a bénéficié du soutien du Fonds commun pour les objectifs de développement durable, ce qui a conduit à la création d'un fonds qui appuie les initiatives des femmes et des jeunes dans le secteur des énergies renouvelables, créant ainsi des emplois et garantissant la fourniture d'une énergie durable. Le Fonds a combiné l'appui technique intégré des Nations Unies avec un investissement de 10 millions de dollars, auquel s'est ajouté un financement du même montant du secteur privé. Le Zimbabwe demande donc que le Fonds soit doté d'au moins 1 milliard de dollars d'ici 2024, car la situation du financement du système des Nations Unies pour le développement exige des mesures urgentes.

68. **M. De Rezende Pinto** (Brésil) déclare que l'insuffisance de la part de financement provenant des ressources ordinaires masque des disparités entre les organismes ; par exemple, en 2022, seulement 12 % des produits du PNUD provenaient de ressources ordinaires, malgré le rôle important de l'organisation dans la réalisation de l'objectif de développement durable n° 1. Cette situation financière est préjudiciable aux mandats multilatéraux en matière de développement, au caractère

public des entités du système des Nations Unies pour le développement et à l'appropriation par les pays hôtes. L'incapacité systématique des États Membres à respecter les engagements multilatéraux qu'ils ont volontairement pris n'est que le symptôme d'une tendance plus large à la diminution de l'aide publique au développement, à la diminution des ressources ordinaires et à l'augmentation des fonds préaffectés. Le pacte de financement risque donc de rester lettre morte.

69. Le débat sur l'amélioration de la viabilité du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents doit être structuré, approfondi, technique, inclusif et représentatif, sans que son aboutissement ou les éléments à prendre en compte fasse l'objet de conclusions tirées à l'avance. Les solutions trouvées ne peuvent pas être simplifiées à l'extrême ou linéaires, et il convient de prêter attention aux implications financières potentiellement négatives pour les pays en développement.

70. **M^{me} Wegter** (Danemark) déclare que le Danemark a atteint son objectif de 0,7 % d'aide publique au développement depuis plus de 40 ans ; son pays est le huitième donateur du système des Nations Unies pour le développement et le sixième contributeur du Fonds pour la consolidation de la paix. Compte tenu de l'insuffisance de l'aide publique au développement, les fonds doivent être utilisés de manière efficace et la mise en œuvre du pacte de financement nécessite des efforts supplémentaires.

71. Une évaluation doit être effectuée pour déterminer dans quelle mesure les fonds préaffectés ont perturbé la mise en œuvre des plans stratégiques en détournant l'attention et les ressources humaines. Il pourrait également être utile d'élaborer des mécanismes de communication de l'information pour montrer comment les contributions aux ressources de base des pays donateurs ont été dépensées, afin d'inciter plus de donateurs à contribuer au financement des activités de base. Les fonds préaffectés ont contribué à maintenir le soutien des pouvoirs publics à l'aide publique au développement dans les pays donateurs, mais il est nécessaire de donner une flexibilité suffisante aux modalités de financement pour répondre aux besoins d'orientation des pays donateurs et aux besoins programmatiques des organismes et des pays de programme. Elle ne pense pas qu'une telle solution entraînerait une aggravation du déséquilibre entre le financement de base et le financement préaffecté.

72. **M^{me} Robledo López** (Mexique) déclare que son pays est préoccupé par le déficit budgétaire du système des coordonnateurs résidents, qui joue un rôle crucial dans la coordination et le pilotage des activités des

Nations Unies sur le terrain. Les besoins de chaque pays dépassent les ressources disponibles. Elle souhaite savoir si les coordonnateurs résidents ont mis en œuvre ou identifié d'autres stratégies pour favoriser la mobilisation de ressources nationales, par exemple en encourageant la collaboration avec le secteur privé, les autorités locales et les centres de recherche. Elle souhaite également savoir quels sont les partenariats et les projets mis en place avec les institutions financières internationales, en particulier celles qui cherchent à promouvoir le transfert de technologie et d'expérience vers les pays à revenu intermédiaire.

73. **M^{me} Eneström** (Représentante permanente de la Suède auprès de l'Organisation des Nations Unies) déclare qu'il est important pour les États Membres d'obtenir le soutien des parlementaires pour l'aide publique au développement et pour la collaboration multilatérale et au sein des Nations Unies. Pour ce faire, il serait essentiel de documenter la manière dont les investissements ont fait la différence sur le terrain et de garantir la cohérence des politiques dans les décisions concernant les programmes de développement.

74. L'intervenante encourage les organismes des Nations Unies à continuer à respecter leurs engagements dans le cadre du pacte de financement et de la réforme du système des Nations Unies pour le développement et à renforcer les réalisations et la présentation des résultats sur le terrain. L'aide publique au développement n'étant pas suffisante à elle seule, il serait nécessaire de développer des partenariats avec d'autres donateurs afin d'obtenir des fonds supplémentaires pour le système des Nations Unies pour le développement.

75. **M. Fernandez-Taranco** (Sous-Secrétaire général à la coordination des activités de développement) a déclaré qu'il était important d'assurer l'inclusivité dans les débats sur la détermination des formules de financement qui fonctionnent pour les États Membres. La réforme des Nations Unies dépend de la volonté politique des États Membres et, bien que le système des Nations Unies pour le développement comporte un certain nombre d'éléments interdépendants, tels que les organismes, les fonds et les programmes et le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, la question centrale est de savoir comment assurer la cohérence, éviter les doubles emplois et montrer comment les contributions généreuses des contribuables contribuent à un changement efficace et effectif qui donne aux pays les moyens d'atteindre les objectifs de développement durable. Le financement est donc fondamental.

76. Selon lui, l'analyse des raisons pour lesquelles la réalisation des objectifs stagne montrera probablement que les modèles économiques existants, reposant sur des projets, ne sont plus suffisants. Il est nécessaire de réfléchir à la manière de renforcer la coordination afin de sauver des vies, de prévenir les catastrophes humanitaires et d'offrir plus d'opportunités aux jeunes, aux femmes et à toutes les autres composantes de la société. Le financement du système des Nations Unies pour le développement et du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents doit donc faire l'objet de discussions et être examiné collectivement.

77. La notion de programmes conjoints permettant de tirer le meilleur parti des capacités des Nations Unies dans des contextes nationaux spécifiques est un principe clé des plans stratégiques des fonds et des programmes des organismes et de la réforme des Nations Unies, mais sa concrétisation est difficile. Le potentiel de la programmation conjointe en termes d'expertise et d'avis intégrés sur les décisions à prendre doit donc être exploité au profit des États Membres. Les mécanismes de financement commun sont essentiels pour déterminer comment mesurer l'impact des Nations Unies. Les solutions globales susceptibles d'avoir un impact opérationnel nécessitent des instruments de responsabilisation, de transparence et de gouvernance qui permettent aux coordonnateurs résidents et aux équipes de pays de respecter les cadres de coopération pour le développement durable.

78. Le pacte de financement accorde une large part à l'instauration de la confiance et à la responsabilité en définissant des indicateurs mesurables. Le nombre élevé d'engagements pris par les organismes du Groupe des Nations Unies pour le développement durable dans le cadre du pacte de financement témoigne de l'efficacité des indicateurs précis et nombreux définis pour le système des Nations Unies pour le développement. Les échanges sur la manière de rendre les États Membres responsables de leurs contributions collectives doivent porter sur la manière dont les engagements politiques sont formulés, sur les questions traitant d'un financement qualitatif pour une exécution et un impact de qualité et sur les instruments qui pourraient permettre aux coordonnateurs résidents et aux équipes de pays de s'aligner davantage sur les cadres de coopération.

79. **M. Jackson** (Coordonnateur résident du Kenya), s'exprimant par visioconférence, déclare qu'au Kenya, les Nations Unies ont été à l'avant-garde de la collaboration avec les institutions financières internationales et le secteur privé. Toutefois, aucune de ces sources de financement n'a besoin de transiter par les Nations Unies ; l'objectif est plutôt d'influencer les

flux financiers à l'intérieur du pays. Pour ce faire, l'équipe de pays a besoin d'avoir son propre financement flexible afin de rassembler, convaincre, stimuler et créer des liens.

80. Les Nations Unies ont pu réagir de manière flexible à la pandémie de COVID-19 au niveau mondial parce que les partenaires étaient prêts à travailler avec l'Organisation et à permettre une reprogrammation pour répondre aux nouveaux besoins urgents. Cette flexibilité est nécessaire au niveau national, mais aussi au niveau mondial, afin de pouvoir reprogrammer l'aide face aux crises actuelles auxquelles les différents pays sont confrontés.

81. Le fonds d'affectation spéciale pluripartenaires au Kenya met en œuvre une affectation stratégique de fonds selon des critères plus souples, selon laquelle des fonds sont réservés à des domaines stratégiques généraux de haut niveau, tels que la transition verte, ce qui permet ensuite au système des Nations Unies de collaborer avec le Gouvernement pour déterminer comment utiliser ces fonds préaffectés de manière plus souple. Les modèles actuels empêchent les interventions d'avoir l'impact qui pourrait être obtenu dans des pays comme le Kenya, cet impact étant plus fragmenté que jamais en raison de l'érosion du financement des activités de base et de la réticence des partenaires à adhérer à des accords de financement commun. Il est nécessaire d'intensifier les programmes, d'augmenter leur impact et d'accélérer leur mise en œuvre, mais les formes actuelles de financement compromettent les efforts déployés pour atteindre les objectifs de développement durable.

82. **M^{me} Jimenez de la Hoz** (Observatrice pour l'Espagne) déclare que le financement du développement est essentiel pour atteindre les objectifs de développement durable. En Espagne, une loi sur la coopération pour le développement durable a été récemment approuvée et comprend un engagement de l'État à contribuer à l'aide publique au développement à hauteur de 0,7 % du revenu national brut. Le pays a pris également l'engagement de contribuer au Programme 2030 à hauteur de 100 millions d'euros sur une période de cinq ans. L'absence de financement pour le Fonds conjoint pour les objectifs de développement durable est préoccupante, car le Fonds est un modèle qui permet d'améliorer l'efficacité et l'effet catalyseur du financement.

83. L'Espagne prévoit d'augmenter considérablement ses contributions au fonds d'affectation spéciale, à la suite de l'augmentation d'un grand nombre de ses contributions aux ressources de base d'autres fonds et programmes de développement, en vue d'améliorer la

flexibilité et la prévisibilité du système des Nations Unies pour le développement. Il est important d'améliorer la durabilité et la prévisibilité du modèle de financement du système des coordonnateurs résidents et d'étudier différentes options afin de rendre le modèle aussi efficace que possible. L'augmentation des prélèvements sur les ressources préaffectées selon des critères stricts pourrait accroître le financement du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et rendre le financement des activités de base et les fonds communs plus attrayants et compétitifs.

84. **M^{me} Goodman** (Royaume-Uni) déclare qu'en tant que donateur principal, son pays reconnaît l'importance du financement commun pour encourager la collaboration et mettre l'accent sur les résultats collectifs. Le Royaume-Uni est préoccupé par le fait que seulement 55 % des fonds de financement communs interorganisations ont donné lieu à la publication de rapports d'évaluation ; il est essentiel que les financements et les résultats fassent régulièrement l'objet de rapports. Il est nécessaire d'appliquer des modèles permettant au secteur privé de contribuer de manière plus significative à l'aide au développement. Elle souhaite savoir quels sont les aspects que les États Membres devront avoir à l'esprit lorsqu'ils participeront aux débats sur les modèles de financement qui seront organisés par le président du Groupe des Nations Unies pour le développement durable.

85. **M^{me} Loe** (Observatrice de la Norvège) déclare qu'il faudra réfléchir à des mécanismes d'incitation lors de la révision et de la mise à jour du pacte de financement. D'après l'expérience de la Norvège, les entités du groupe des Nations unies pour le développement durable n'ont pas toujours pris les bonnes mesures susceptibles d'inciter les donateurs à fournir le financement de base ou flexible nécessaire à l'amélioration de la coordination et de la cohésion de l'Organisation des Nations Unies. Par exemple, les ambassades norvégiennes qui cherchent des modalités de financement plus souples au niveau national se sont souvent heurtées à la résistance des organismes des Nations unies, qui insistaient pour s'en tenir à un financement par projet et par une seule organisation. Cela s'explique en partie par la forte concurrence que se livrent les organisations pour l'obtention d'un financement.

86. Lorsqu'ils prennent une décision concernant un financement des activités de base, les responsables politiques veulent en récolter le mérite, voir des résultats et s'assurer que le financement est visible. Toutefois, lorsque la Norvège a fourni un financement sans préaffectation à certains pays, les ambassades ont été empêchées de voir les résultats sur le terrain parce

que la Norvège n'avait pas contribué à un projet spécifique dans le pays. La Norvège appelle de ses vœux la tenue de consultations fréquentes et inclusives avec les donateurs existants et potentiels du Fonds commun pour les objectifs de développement durable afin de renforcer leur compréhension et leur confiance dans le Fonds, comme cela a été recommandé dans l'évaluation du Fonds en 2022.

87. **M^{me} Tarnutzer** (Observatrice pour la Suisse) déclare que son pays exhorte le système des Nations Unies pour le développement à accélérer la création de fonds de financement communs au niveau des pays et à veiller à ce qu'ils servent de cadre à la mise en œuvre des plan-cadres de coopération pour le développement durable et des stratégies de mobilisation des ressources. L'augmentation des financements de qualité au niveau national n'est possible que si les responsables nationaux et les coordonnateurs résidents en font la demande.

88. La Suisse est préoccupée par le faible niveau de constitution du capital des fonds mondiaux ; les nouveaux guichets de financement thématiques devraient offrir de nouvelles possibilités de soutenir la programmation intégrée et conjointe autour de questions spécifiques. Le système des Nations Unies pour le développement devrait mettre en place des fonds établissant des liens au niveau national afin de renforcer les approches cohérentes et coordonnées visant à intégrer les interventions humanitaires, de développement et de consolidation de la paix. Les fonds de financement communs pourraient être mieux reconnus comme des solutions de remplacement des financements strictement préaffectés ou spécifiques aux organisations, grâce à une gouvernance participative et inclusive et à la mise en place de cadres solides de suivi et de responsabilité.

89. **M^{me} Pindera** (Canada) déclare que son pays est satisfait des efforts déployés pour respecter les engagements du pacte de financement, même s'il reste encore beaucoup à faire. Lorsqu'il a reçu des propositions conjointes de qualité, le Canada a réagi comme il fallait. Elle souhaite savoir ce qui peut être fait pour que la programmation conjointe devienne à l'avenir l'approche par défaut en matière de développement.

90. **M. Milambo** (Observateur de la Zambie) déclare que les Nations Unies jouent un rôle essentiel dans les processus de développement des pays, dont la Zambie, qui a récemment signé un cadre de coopération pour le développement durable conforme à son plan national. Toutefois, le manque de cohérence des financements a eu un impact réel sur le terrain : retards, contretemps, voire interruption de programmes essentiels. Les

objectifs de développement durable ne pourront être atteints que si des progrès sont réalisés en Afrique. La Zambie préconise de nouvelles innovations dans la réforme du système des Nations Unies pour le développement et le financement du système des coordonnateurs résidents, et a demandé que l'accent soit mis sur l'impact réel sur le terrain.

91. **M. Chang** (États-Unis d'Amérique) indique que son pays a fourni près de 4 milliards de dollars de ressources de base au système des Nations Unies pour le développement entre 2008 et 2011 et a versé 23 millions de dollars par an au système des coordonnateurs résidents depuis sa création en 2019. Les États-Unis se félicitent de la transparence des rapports et de l'évaluation des résultats des programmes de certaines des organisations qui ont reçu ces fonds, ainsi que de la solidité du cadre de résultats des coordonnateurs résidents.

92. **M^{me} Eneström** (Représentante permanente de la Suède auprès de l'Organisation des Nations Unies) déclare que les États Membres doivent intensifier leurs efforts conjoints pour permettre aux Nations Unies d'être plus efficaces et d'aider les pays à atteindre les objectifs de développement durable. Les entités des Nations Unies doivent poursuivre leurs efforts en termes d'efficacité, de transparence, de responsabilité et d'engagements à communiquer sur les résultats communs. Les incitations à contribuer aux ressources de base et l'importance du financement commun sont des questions clés à prendre en considération.

93. **M. Fernandez-Taranco** (Sous-Secrétaire général à la coordination des activités de développement) déclare que les États Membres et les principaux acteurs des Nations Unies se concentrent sur les mêmes domaines. Pour que les réformes se concrétisent, il serait important de se concentrer sur les incitations qui permettraient de changer les approches et de répondre aux attentes des États Membres en améliorant la production de rapports, la visibilité et la collaboration. Si les institutions et les organisations récompensaient la concurrence pour l'accès aux ressources et la fourniture fragmentée et inefficace de résultats, ce sont ces comportements qui prévaudraient. L'ONU 2.0 définie par le Secrétaire général devrait donc prendre en compte les sciences du comportement, les incitations et les récompenses.

94. Néanmoins, les récompenses sont à double sens. Le mécanisme de financement commun est une garantie d'incitation, de pertinence et d'intention stratégique, car aucune personne ne peut fournir à elle seule des conseils stratégiques intégrés. Ce mécanisme n'est pas nouveau et les évaluations d'impact et des résultats ont prouvé

son efficacité. Cependant, le système des Nations unies ne donne pas toujours la priorité à des mécanismes ayant fait leurs preuves et a parfois été incohérent dans son approche. Le débat sur les financements préaffectés a souvent été centré sur l'imposition de conditions et certaines priorités qui ne correspondaient pas aux priorités et aux contributions des États Membres. La reconnaissance des contributions pourrait inciter à la mobilisation de financements communs, ce qui permettrait de fournir des ressources supplémentaires aux organisations par le biais d'une action concertée. Il est également important que États Membres participent aux conseils d'administration qui ne sont pas encore alignés sur les indicateurs de la réforme. Si les voix des États Membres ne sont pas entendues, leurs priorités ne seront pas prises en compte ; on ne peut attendre des coordonnateurs résidents qu'ils rendent des comptes sur les déséquilibres dans la représentation des États membres au sein des conseils d'administration.

95. Les Nations Unies ne disposent pas d'un système de mise en œuvre, mais plutôt d'un système d'encouragement, au sein duquel le mécanisme de financement commun est l'instrument le plus important pour atteindre les objectifs de développement durable. L'évaluation, la gouvernance, les recommandations, l'implication des États membres et le financement sont donc importants pour éviter qu'il ne soit aussi l'instrument le moins financé. Les mécanismes de financement commun ont apporté la transparence, la responsabilité et mis l'accent sur les résultats au niveau national, comme en Colombie, où la création d'un fonds d'affectation spéciale pluripartenaires a été stimulée par le Fonds pour la consolidation de la paix. Ils ont donc donné des résultats visibles, ont permis aux États Membres qui ont bénéficié d'un soutien et à ceux qui sont partenaires du fonds de réaliser des progrès conjoints, et ont financé l'intention stratégique des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable. Néanmoins, ce sont également les indicateurs les plus en retard.

96. Il est donc nécessaire d'harmoniser les incitations, les financements et les systèmes de récompense pour renforcer les comportements de collaboration, stratégiques et centrés sur les Nations Unies. Les mécanismes de financement commun doivent être renforcés, car ils permettent ce travail d'équipe qui est une grande source de fierté et la plus grande réalisation des Nations Unies.

97. **M. Jackson** (Coordonnateur résident du Kenya), s'exprimant par visioconférence, déclare que ceux qui contribuent au financement commun au niveau mondial sont collectivement punis par une visibilité réduite au niveau national. L'équipe de pays au Kenya s'est

engagée à résoudre ce problème en veillant à donner de la visibilité aux donateurs afin qu'on ne leur dise pas qu'ils ne contribuent pas au niveau national alors que c'est manifestement le cas. Les fonds établissant des liens au niveau des pays proposés par la Représentante de la Suisse pourraient constituer une incitation à travailler sur la ligne de faille séparant l'action humanitaire des activités de développement et de consolidation de la paix.

98. Au Kenya, la programmation conjointe est systématiquement présentée comme un choix par défaut, notamment dans les activités visant à atteindre l'objectif de l'équipe de pays, à savoir réaliser 50 % des activités dans le cadre de la programmation conjointe. Le regroupement des flux de financement et de programmation est essentiel pour encourager la programmation conjointe.

99. Dans de nombreux pays, y compris au Kenya, outre la méconnaissance du pacte de financement sur le terrain au niveau national, les positions des donateurs sont souvent diamétralement opposées aux engagements pris au niveau mondial en matière de financement des activités de base, de financement groupé et de financement commun. Il est donc nécessaire d'informer plus largement, car le pacte de financement reste essentiel.

La séance est levée à 18 h 15.